

Le protecteur du génocide croit pouvoir inculper Cuba



Par : Roberto Morejón

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio accélère les sanctions contre Cuba, comme en témoignent la fréquence et la virulence de ces décisions, qui s'inscrivent dans le cadre du blocus américain.

Malgré les multiples et déshonorantes missions confiées par son patron, Donald Trump, pour défendre, par exemple, sa politique tarifaire aberrante et les génocidaires d'Israël, Rubio cherche toujours un moyen d'accroître les abus contre les Cubains.

Alors qu'il semblait préoccupé par le licenciement brutal de plus de 1 300 de ses employés, il a trouvé le temps d'annoncer pour la première fois des sanctions contre le chef d'État cubain, Miguel Díaz-Canel, et deux de ses ministres.

Le cabinet de Rubio a restreint les visas du président de Cuba et des fonctionnaires judiciaires et pénitentiaires figurant sur une liste non divulguée.

L'ordonnance, qui s'étend aux membres de la famille, met en évidence l'obsession de l'ancien sénateur pour le pays dont il prétend se soucier.

Le secrétaire d'État s'attaque aux sources de revenus de La Havane, comme en témoigne l'extension du nombre d'établissements à Cuba réservés aux Américains, en l'occurrence 11 hôtels.

Le gouvernement cubain a fermement rejeté ces sanctions, et d'autres personnalités ont réfuté les allégations du département dirigé par Rubio concernant ce qu'il appelle des violations des droits de l'homme commises par les autorités.

Rubio, qui invoque ces mensonges, vient de recevoir en grande pompe à Washington le Premier ministre israélien génocidaire, Benjamin Netanyahu.

Le Premier ministre viole gravement les droits de citoyenneté des Palestiniens, comme le soulignent les accusations des agences judiciaires et des rapporteurs de l'ONU.

Une vidéo diffusée à la télévision nationale a révélé des photos de Rubio en compagnie d'individus en Floride menant des plans subversifs contre Cuba.

L'attitude du secrétaire d'État constitue donc un échec lorsqu'il tente de se présenter comme un démocrate, car il exerce une pression maximale sur le gouvernement et le peuple cubains.

Il a entre les mains le mémo réédité par Trump le 20 juin, et il a joué dans une vidéo ordonnant à de petits groupes de la nation caribéenne d'inciter à la déstabilisation.

Comme l'a souligné le Premier ministre Manuel Marrero, les sanctions migratoires imposées par les États-Unis aux dirigeants cubains sont infondées et font partie des mesures de guerre contre Cuba.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/387382-le-protecteur-du-genocide-croit-pouvoir-inculper-cuba>



Radio Habana Cuba